

Sommaire

Jean-Pierre GERN. — L'apport du commerce extérieur à la croissance des pays non industrialisés	7 D P
Bruno THÉRET. — Hyperinflation de producteurs et hyperinflation de rentiers : le cas du Brésil.....	37 D P
Blaise MUKOKO. — Exportations et cycle de croissance dans les pays africains à revenu intermédiaire	69 P
Patrice VIMARD. — Modernité et pluralité familiales en Afrique de l'Ouest...	89 P
Monique BERTRAND. — Plaidoyers pour les centres urbains secondaires en Afrique au sud du Sahara.....	117 P
Denise DOUZANT-ROSENFELD et Laura FAXAS. — Equipements urbains et services de remplacement : le cas de Santo Domingo (République dominicaine)	139 P
Gérard HEUZÉ. — Les grands projets d'aménagement et les déplacements de population en Inde : 88 dits d'acteurs oubliés.....	153 P
TRINH VAN THAO. — L'idéologie de l'école en Indochine (1890-1938)	169 P
Bonnie CAMPBELL. — Le secteur de la bauxite en République de Guinée : ajustement structurel et restructuration internationale de l'industrie de l'aluminium	187 P

CHRONIQUE INTERNATIONALE

Symposium du Massachusetts Institute of Technology. Cambridge (Ma), 24-25/9/1992	209
--	-----

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages sur le développement diffusés en France en novembre et décembre 1992...	213
--	-----

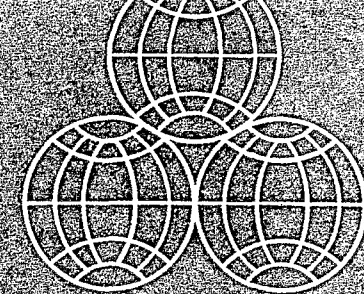
ANALYSES BIBLIOGRAPHIQUES

Sur l'économie : Ouvrages de B. R. HAZARI et P. M. SGRO ; du Groupe des « Economistes verts » ; de J.-L. SIMON ; BILAUTIER, C. de MIRAS et A. MORICE ; D. C. LAMBERT	217
Sur les relations internationales : Ouvrages de J.-M. FONTAINE ; G. CAZES ; D. BOBIASH	220
Sur les sciences sociales : Ouvrages de Ph. LASSALLE et J.-B. SUGIER ; G. RIST ; M. RAHMENA et G. ESTEVA ; C. BLANC-PAMARD ; Y. LEVI et G. NAVEH ; A. AGRAWAL et S. NARAIN ; K. VERHAGEN ; H. LA MARCHÉ	223
Sur le Moyen-Orient et l'Afrique : Ouvrages de E. LONGUENESSE ; J. O. IGUÉ et B. G. SOULÉ ; D. SIDDLE et K. SWINDELL	232
Sur l'Asie : Ouvrages de G. ETIENNE ; J. G. BENNETT ; M. SELIM ; W. BELLO et S. ROSENFELD	235

Imprimerie
des Presses Universitaires de France
Vendôme (France)
IMPRIMÉ EN FRANCE



I.E.D.E.



TOME XXXIV — N° 133
Janvier-Mars 1993

REVUE TIERS-MONDE

Jean-Pierre GERN. — L'apport du commerce extérieur à la croissance des pays non industrialisés.

Bruno THÉRET. — Hyperinflation de producteurs et hyperinflation de rentiers : le cas du Brésil.

Blaise MUKOKO. — Exportations et cycle de croissance dans les pays africains à revenu intermédiaire.

Patrice VIMARD. — Modernité et pluralité familiales en Afrique de l'Ouest.

Monique BERTRAND. — Plaidoyers pour les centres urbains secondaires en Afrique au sud du Sahara.

Denise DOUZANT-ROSENFELD et Laura FAXAS. — Equipements urbains et services de remplacement : le cas de Santo Domingo (République dominicaine).

Gérard HEUZÉ. — Les grands projets d'aménagement et les déplacements de population en Inde : 88 dits d'acteurs oubliés.

TRINH VAN THAO. — L'idéologie de l'école en Indochine (1890-1938).

Bonnie CAMPBELL. — Le secteur de la bauxite en République de Guinée : ajustement structurel et restructuration internationale de l'industrie de l'aluminium.

Chronique internationale

Bibliographie — Analyses bibliographiques

O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire

N° : 37 343 ep 1

C. E. D. I. D. - ORSTOM

P23

Diff : B

B 37 343 ep 1

BIBLIOGRAPHIE

- [1] Arnaud-Ameler, *Europe vers une politique conjoncturelle commune*, Fondation nationale des Sciences politiques, Paris, A. Colin, 1974.
- [2] Balassa B., Exports and Growth Fruther Evidence, *Journal of Development Economics*, 1978, n° 5.
- [3] Bourdin J., *Monnaie et politique monétaire dans les pays africains de la Zone franc*, Dakar, Abidjan, Lomé, Nouvelles Editions Africaines, 1980, p. 46-49.
- [4] BEAC Etudes, Cameroun : la croissance par le pétrole s'essouffle, n° 164, mars 1988, p. 64 et p. 75.
- [5] Burns A. F. et Mitchell W. C., *Measuring Business Cycles*, NBER, 1946.
- [6] Chenery H. B., Interactions between Industrialization and Exports, *American Economic Review*, mai 1980, vol. 70, n° 2.
- [7] Devarajan S. et de Melo J., Adjustment with a Fixed Exchange Rate : Cameroon, Côte-d'Ivoire and Senegal, *The World Bank Economic Review*, vol. 1, n° 3, mai 1987.
- [8] Dervis K., de Melo J., Robinson S., *General Equilibrium Models for development policy*, Cambridge University Press.
- [9] Flouzat D., *Economie contemporaine*, t. 3 : Croissance, crise et stratégies économiques, Paris, PUF, 1989, p. 202.
- [10] Foiry J.-P., L'évolution économique de la Côte-d'Ivoire (1960-1985), *Problèmes économiques*, n° 1987 du 27 août 1986.
- [11] Gränzer R., Indicateurs cycliques pour les industries manufacturières, in *Perspectives de l'OCDE*, Etudes spéciales, décembre 1973, p. 27.
- [12] Michaely M., Exports and Growth : an Empirical Investigation, *Journal of Development Economics*, mars 1977, vol. 4.
- [13] Nurkse R., *Equilibrium and Growth in the World Economy*, Cambridge (USA), Harvard University Press, 1962.
- [14] *Perspectives de l'OCDE*, juin 1989.
- [15] Piattier A., *Situation financière internationale et les risques d'effondrement du système économique mondial*, Congrès international des Economistes de Langue française, 3 juin 1987.
- [16] The World Bank, *Zaire : Current Economic Situation and Constraints*, East African Regional Office, Washington, 1980.
- [17] Zarnovitz (ed.), *The Business Cycle Today*, NBER, 1972.

MODERNITÉ ET PLURALITÉ FAMILIALES EN AFRIQUE DE L'OUEST

par Patrice VIMARD*

INTRODUCTION

L'évolution des systèmes familiaux en Afrique de l'Ouest a accompagné les nombreux changements économiques, démographiques et sociaux qui ont marqué cette région depuis la colonisation et tout spécialement après les Indépendances. Les principaux changements que nous pouvons identifier : développement de l'agriculture commerciale, monétarisation des rapports de production et des échanges de biens et de services, mobilité intense des populations, croissance démographique et urbanisation rapides, diffusion de la scolarisation, occidentalisation de la culture, sont intervenus à la fois comme les instigateurs de l'émergence de nouvelles dynamiques familiales et comme des contraintes orientant directement ces dynamiques naissantes.

Nous ne reviendrons pas ici en détail sur ces transformations essentielles, caractéristiques du développement de l'Ouest africain, car elles ont été largement analysées par ailleurs, mais il convient de s'interroger aujourd'hui sur les adaptations des modèles et des rapports familiaux à ce cadre d'évolution générale.

La pénétration de l'économie marchande permet-elle la survivance des structures lignagères ou engendre-t-elle une autonomie des groupes domestiques et l'émergence de nouvelles formes d'organisation familiale ? Quel est l'effet du développement des rapports économiques marchands sur l'évolution des relations sociales et des comportements démographiques à l'intérieur des familles ? Enfin, la diversité des formes

* ORSTOM.

d'insertion des populations à l'économie et à la culture occidentales est-elle compatible avec la permanence d'un modèle familial unique ou conduit-elle à une pluralité de modèles familiaux ? Pour répondre à ces questions, nous nous appuyons principalement sur des approches monographiques de sociétés de Côte-d'Ivoire et du Togo¹, mises en perspective avec les principaux résultats que l'on peut retirer de la littérature existante sur le sujet.

DE LA PRÉÉMINENCE DES LIGNAGES À L'AUTONOMIE DE LA FAMILLE DOMESTIQUE

L'institutionnalisation de la famille restreinte comme unité de production

L'intégration des sociétés rurales africaines dans l'économie marchande s'est essentiellement réalisée lors de leur insertion progressive dans les systèmes d'« économie de plantation ». Les éléments fondateurs de cette insertion ont été l'assignation du maximum de terres aux produits commercialisables et, surtout, une capture de la force de travail nécessaire à cette production².

Ce rôle fondamental tenu par l'appropriation de la main-d'œuvre dans le développement de l'économie de plantation nous conduit à mettre l'accent sur le déplacement de l'exercice du contrôle de la reproduction et de l'utilisation de la force de travail du lignage vers un groupe familial restreint. Cette émergence d'une unité familiale réduite comme entité organisatrice de la production, qui trouve son origine dans le fait que la création et l'exploitation des plantations sont réalisées à l'initiative et sous le contrôle des chefs de famille et non des responsables de lignage ou de segment de lignage, est un des traits fondamentaux communs à la plupart des formes de l'économie de

1. Ces recherches sur les dynamiques démographiques et familiales ont été menées par l'auteur au Togo, en collaboration avec M. A. Quesnel, chercheur à l'ORSTOM, ainsi qu'en Côte-d'Ivoire, au sein de groupes de travail associant des scientifiques de l'Ecole nationale supérieure de Statistique et d'Economie appliquée d'Abidjan, de l'Institut de la Statistique de Côte-d'Ivoire et de l'ORSTOM.

2. Les cultures commerciales se sont répandues dans les zones de forêt, situées dans la partie sud des Etats côtiers (on pense ici notamment à la Côte-d'Ivoire, au Ghana, au Togo et au Nigéria), très favorables au plan climatique à l'introduction des plantations arbustives (café et cacao essentiellement et de façon plus secondaire hévéa, palmier à huile, etc.), mais elles ont aussi été adaptées sous des formes non pérennes (arachide, coton...) dans certaines régions de savane (au Sénégal et dans la partie nord des Etats côtiers précités).

plantation en Afrique¹. A l'intérieur de l'unité familiale, la maîtrise de la force de travail concerne les dépendants immédiats du chef du groupe domestique, puisque celui-ci est peu à peu amené à utiliser à son seul profit la main-d'œuvre familiale dont il peut disposer. A l'extérieur, ce contrôle s'étend à la main-d'œuvre allogène en provenance des régions de savanes, où les cultures de rente pérennes n'avaient pu être introduites pour des raisons pédologique et climatique².

Ces populations immigrées utilisent d'emblée une forme d'organisation de la production également fondée sur la famille domestique. En effet, le chef d'une famille allogène, séparé de son lignage d'origine, se trouve en situation d'unique responsable de l'organisation de la production et il bénéficie de manière exclusive de la force de travail que représentent sa femme et ses enfants. De ce fait, les populations immigrées connaissent l'institutionnalisation du groupe domestique, et le chef de celui-ci est, comme chez les autochtones, investi du contrôle démographique et social de la population³.

Cette évolution n'est pas propre aux groupements directement insérés dans la production des cultures commerciales mais elle concerne également des populations liées à ce système d'économie marchande. On peut donner ici l'exemple des Mossi du Burkina (anciennement Haute-Volta), chez qui le processus d'émigration des jeunes hommes vers les zones de culture de rente, utilisé dans un premier temps par les anciens pour renforcer leurs pouvoirs, a contribué à terme à modifier l'organisation sociale (Boutillier *et al.*, 1977). Et l'on peut noter actuellement un fractionnement des unités familiales d'exploitation rurale d'antan, qui correspondaient à des groupes de personnes apparentées particulièrement étendus réunissant de nombreuses unités familiales. La famille restreinte est devenue

1. En Gold Coast (le Ghana actuel) on rencontrait des sociétés où la production était organisée au niveau d'un groupe familial restreint avant l'introduction de l'économie de plantation. De même dans le MBayar, au Sénégal, et chez les Anyi de Côte-d'Ivoire un groupe domestique restreint coexistait autrefois avec le lignage, comme niveau d'organisation de la production, même s'il était moins influent que celui-ci (Gastellu, 1987).

2. Ceci concerne les régions forestières de Côte-d'Ivoire (Chauveau, Richard, 1983 ; Dozon, 1985) comme la région des Plateaux au Togo (Quesnel, Vimard, 1988) et bien d'autres contrées encore...

3. Cette autonomie nouvelle s'articule, pour ces populations immigrées, au maintien de certains liens avec leur pays d'origine dans le cadre de réseaux sociaux leur permettant l'accès aux femmes, à une main-d'œuvre familiale temporaire, au terroir lignager. Le milieu d'origine demeure le plus souvent une partie intégrante de l'espace de vie des immigrés et le lieu où ils continuent d'entretenir les sphères traditionnelles de leur reproduction sociale lors de déplacements fréquents. Ceci se vérifie aussi bien lors de la différenciation économique accrue avec leurs lignages d'origine, des Kabys installés dans la région des Plateaux au Togo (Quesnel, Vimard, *op. cit.*), que dans le cadre des stratégies économiques familiales, intégrant plusieurs milieux et activités, des Baoulés de Côte-d'Ivoire (Lesourd, 1987).

souvent l'unité domestique de production et de consommation, et la séparation de ces unités indépendantes « l'emporte aujourd'hui sur l'emboîtement des unités hiérarchisées », la cohérence des lignages et segments de lignage se trouvant considérablement entamée (Marchal, 1987)¹.

Ainsi, l'insertion ou l'articulation des populations africaines à l'économie marchande occidentale entraîne-t-elle un affaiblissement des lignages et une émergence de la famille domestique comme entité économique et sociale autonome, et c'est à l'intérieur de cette nouvelle structure que les relations individuelles se redéfinissent.

Cette situation est la plus remarquable en milieu rural, mais en ville également s'imposent des unités domestiques plus restreintes et autonomes (Locoh, 1988) dont la taille est particulièrement réduite : 5,3 individus en moyenne à Abidjan en 1978 par exemple (Antoine, Herry, 1983) : situation qui cache de relatives disparités entre sous-populations sur lesquelles nous reviendrons².

Une nouvelle forme de mariage : de l'alliance entre groupes sociaux à l'union interindividuelle

Dans la société « traditionnelle », le mariage est, avant tout, un échange de femmes entre groupes sociaux (Lévi-Strauss, 1968) et le contrôle matrimonial, opéré par les anciens des différents lignages, assure la stabilité de la reproduction sociale, autrement dit de l'organisation de la production et de la reproduction démographique qui lui correspondent (Meillassoux, 1975).

Mais l'autonomie nouvelle des familles restreintes dans les procès de travail agricole provoque une perte de contrôle des lignages sur les alliances matrimoniales³. En effet, la place assignée à chacun des membres

1. La différence dans les régions d'occupation récente (front pionnier, implantation de groupes immigrés dans des contrées de faible densité de population...), où les populations doivent « inventer » un système de production, est intéressante à considérer. Ainsi les Mossi, sur des terres d'immigration récente, recréent « en de multiples lieux l'organisation de groupes d'exploitation étoffés comme il en existait naguère » (Marchal, *op. cit.*, 453). Par contre les Baoulé dans les zones de colonisation agricole du Sud-Ouest ivoirien constituent des unités d'exploitation relativement restreintes (7,3 résidents et 3,95 actifs en moyenne) dont la main-d'œuvre familiale est le pivot (Lesourd, *op. cit.*).

2. On appréhendera, dans la dernière partie du texte, la composition réelle de cette famille domestique restreinte, de taille très réduite par rapport au collectif lignager, mais se caractérisant souvent par une structure plus large que le groupe nucléaire.

3. En retour, le fait que le principe des alliances échappe au lignage participe au déclin de celui-ci en faisant disparaître la compensation matrimoniale et la réciprocité dans l'attribution de la descendance des unions qui représentaient les principes essentiels et les fondements majeurs du pouvoir et de la croissance des lignages en Afrique noire (Augé, 1971).

du groupe domestique lors de ces procès se trouve modifiée : la femme et ses enfants sont détournés de l'organisation lignagère de la production des biens de subsistance par leurs mari et père aux fins de la production de cultures commerciales au seul profit du groupe domestique dont ils font partie. Aussi la relation sociale entre le chef de groupe et son lignage, entre ce lignage et un autre lignage, symbolisée par la femme, perd tout contenu de référence à la production et à la reproduction de la force de travail. L'union matrimoniale cesse alors d'être un échange entre groupes sociaux pour devenir une alliance entre individus¹.

La nature et le sens du mariage se trouvent ainsi transformés et c'est l'équilibre des structures matrimoniales qui se modifie, notamment le rythme de constitution et de dissolution des unions et leur durée, qui ont un impact direct sur la reproduction démographique et la structure des familles. En effet, l'influence de cette désaffection pour les normes traditionnelles, qui régissaient auparavant la plupart des mariages, est essentielle dans la croissance de l'instabilité matrimoniale. La moindre intégration des couples aux cadres traditionnels de la nuptialité favorise l'instabilité des liens conjugaux, et les unions libres sont plus fragiles². Dans le même temps, une certaine « distance spatiale et sociale » entre les partenaires de certaines unions se dessine. On relève, par exemple, un écart culturel croissant entre les époux, avec la différence de scolarisation entre les sexes, et un éloignement accru entre les lieux de résidence des différents conjoints des unions polygames³, ou même entre les membres des ménages monogames, ceux-ci se constituant en ménages multirésidentiels (Locoh, 1991). On note également de nouvelles façons de vivre la polygamie, dans des groupes sociaux urbains où elle est mal

1. L'accroissement des unions libres au détriment des mariages traditionnels est rapide. Par exemple, sur le plateau de Dayes (sud-ouest Togo), zone d'économie de plantation caféière, les unions par consentement mutuel passent de 20 % (1930-1939) à 69 % (1975-1976), les mariages traditionnels diminuant dans le même temps de 77 % à 31 % des mariages (Quesnel, Vimard, *op. cit.*).

2. Ainsi à Dayes, en 1976, 15 % des femmes mariées par consentement mutuel sont divorcées, contre seulement 3 % des femmes ayant contracté un mariage traditionnel, et à cette date 12 % des femmes autochtones sont divorcées. Cette mobilité matrimoniale se retrouve en Côte-d'Ivoire où l'on relève que 21 % de l'ensemble des femmes de 15 à 49 ans ont divorcé de leur première union (Direction de la Statistique, 1984). La fréquence des divorces est également attestée en pays Mossi où J. Capron et J. M. Kohler (1975) observaient, sur une durée de douze ans (1961-1973), 36 % de mariages dissous : 30 % des unions par choix réciproque étant conclus par un divorce contre seulement 10 % pour les mariages contumiers.

3. Si les résidences des épouses de polygames étaient souvent distinctes, elles se trouvaient généralement circonscrites à un même quartier ou à un même village. Mais avec la croissance de la mobilité des hommes actifs, ceux-ci tendent souvent à avoir une épouse en leur nouveau lieu d'activité et une autre dans leur région d'origine : bipolarisation de l'unité conjugale qui peut être particulièrement significative, des villages des savanes baoulé aux « fermes » de la forêt ouest-ivoirienne, des « zakse » (concessions) du pays mossi aux cours cosmopolites des quartiers populaires d'Abidjan.

considérée, tel le phénomène du « deuxième bureau », étudié par B. Lacombe (1987) au Congo, mais présent sous des formes proches dans les grandes métropoles d'Afrique de l'Ouest (Antoine, Nanitelamio, 1990).

Cette altération du mariage en tant qu'alliance entre lignages et l'apparition d'unions consensuelles, plus ou moins stables, entre individus constituent le deuxième signe, après l'émergence de groupes domestiques autonomes, de la « modernisation » des formes et des relations familiales. La pérennité des structures familiales traditionnelles se trouve ainsi durablement affectée. La production collective cède le pas à la production privée, le mariage perd sa nature de lien entre groupes sociaux pour devenir une relation interindividuelle. A la perte de contrôle des lignages, dans le domaine de la production des biens et de la constitution des unités de reproduction biologique, répond l'autonomie des individus et des groupes nucléaires, quant à leur production et à leur reproduction. Le lignage n'est plus que le lien symbolique entre des individus et des couples devenus plus libres face aux nouveaux acteurs du système social : le capitalisme marchand et l'Etat.

LA TRANSFORMATION DES RAPPORTS SOCIAUX AU SEIN DE LA FAMILLE

La déshérence des pouvoirs lignagers bouleverse la structure de parenté et transforme la nature de l'ensemble des rapports sociaux qui tendent désormais à s'établir directement et plus librement entre les familles comme entre les individus. L'émergence du groupe domestique comme institution autonome engendre une redéfinition des rôles et des pratiques au sein des unités familiales, et de nouvelles formes de relations sociales entre le mari, son (ses) épouse(s) et leurs enfants s'élaborent à travers notamment la transformation des échanges matrimoniaux et la modification du rôle de l'enfant dans la société.

Avec l'indépendance de la famille domestique, les individus acquièrent une plus grande autonomie vis-à-vis de la structure sociale globale comme des normes qui en régissent le fonctionnement. Leurs rôles économiques et sociaux dépendent de moins en moins de leur appartenance à des collectivités étendues (lignée, classe d'âge...) et de leur statut à l'intérieur de celles-ci, qui leur étaient attribués une fois pour toutes ou qui procédaient d'un cycle constant. Ils relèvent aujourd'hui davantage de facteurs, non prédéterminés et susceptibles de changement, caractérisant leur position familiale et économique (niveau scolaire, état matrimonial,

statut professionnel...). Au parcours fixé à l'avance dans des structures relativement figées succède une mobilité dans des formations sociales en recomposition.

Vers l'individualisation des relations hommes-femmes et une plus grande indépendance féminine

La redéfinition des rôles des individus dans les structures sociales et familiales concerne tout particulièrement les relations entre les hommes et les femmes. Se trouvant essentiellement circonscrites en un cadre familial restreint, ces relations s'apparentent de moins en moins à des rapports entre les sexes, définis à un niveau social global, mais représentent maintenant davantage des liens individualisés entre, principalement, le mari et son (ses) épouse(s). Les relations de pouvoir, notamment celles qui expriment la domination masculine, ne sont plus diluées dans un ensemble lignager élargi mais se trouvent personnalisées au sein de la famille conjugale. Certes, les formes de ces liens et de ces pouvoirs demeurent en partie régies par des règles communes à une société donnée, mais elles sont de plus en plus susceptibles d'évolution et de différenciation selon les couples et les situations rencontrées.

Ceci se vérifie dans le procès de production. Lorsque l'organisation des activités agricoles devient le fait d'unités restreintes et autonomes, le chef de groupe domestique contrôle, lors de cette production, la main-d'œuvre familiale et se trouve investi de la responsabilité de la reproduction démographique effectuée au sein de son groupe domestique. Lorsque l'homme détourne en partie son épouse de ses activités anciennes de production vivrière, pour la faire travailler sur ses propres cultures de rente, il se trouve dans l'obligation de rémunérer l'extorsion de travail faite à sa femme¹. Et plus globalement celle-ci exige qu'il assure les charges qui pèsent sur le groupe domestique, en particulier celles qui correspondent à l'éducation scolaire des enfants (Quesnel, Vimard, *op. cit.* ; SEDES, 1967). Par ailleurs, le transfert du contrôle de la reproduction démographique, du lignage au groupe domestique, active la transformation de la relation homme-femme.

D'une façon générale, les relations hommes-femmes s'orientent vers

1. Les femmes, et plus généralement les dépendants des responsables de la production, appréhendent directement la réalité de leur exploitation lors de la vente des cultures commerciales sur le marché, et leur exigence d'une rémunération procède logiquement de cette production d'une marchandise dotée d'une réelle valeur d'échange (Meillassoux, 1964, 335).

une certaine instabilité qui conduit les femmes à une plus grande indépendance, mais aussi à une précarité croissante. L'individualisation des relations de pouvoir entre les sexes entraîne, le plus souvent, un renforcement de l'autorité masculine avec, en corollaire, une volonté féminine croissante d'autonomie, lorsque l'homme ne rémunère plus le travail de son épouse et ne subvient plus aux dépenses d'éducation des enfants¹. Aussi, dans ces agricultures de rente, les femmes se situent-elles de plus en plus en position de travailleur libre par rapport à l'activité économique du mari, et à la rémunération de leur travail sur les plantations elles ajoutent des cultures vivrières personnelles. De même, en économie d'autosubsistance, Marchal (*op. cit.*, 451) note le désir des femmes « de s'assurer le maximum d'indépendance vivrière » en empruntant des parcelles à d'autres personnes que leurs conjoints.

Certes, la propriété personnelle des produits du travail, la séparation des budgets et des biens et la contractualisation des relations économiques sont des règles de la tradition africaine (Paulme, 1952). Mais dans les sociétés rurales traditionnelles, où l'accès à la terre n'est qu'un droit d'usage octroyé par les aînés des lignages et où domine une économie de subsistance, l'indépendance budgétaire des femmes, bien réelle, ne leur permet guère de profit. Il en va tout autrement lorsque se développent les activités commerciales : cela est vrai en milieu rural, mais plus encore dans les villes où la monétarisation de l'économie est plus ancienne et plus développée. Cette indépendance économique, procédant de la tradition, explique pourquoi les femmes africaines ont pris un tel poids dans les activités marchandes où elles contrôlent la majeure partie du commerce de marché (Boserup, 1983). On pense ici aux revendeuses de tissus de la ville de Lomé, les fameuses « Nana Benz », qui ont mis en place des circuits internationaux d'approvisionnement et de vente (Cordonnier, 1987), mais aussi aux commerçantes dakaroises des produits maraîchers et de la pêche. Celles-ci emploient leurs maris, qui pêchent ou cultivent des légumes à commercialiser, en tant que salariés. Ces derniers se trouvent ainsi, par cette relation d'employés à employeurs, en une forme ultime et remarquable de contrat économique entre conjoints, en situation de dépendance inverse de celle consacrée par la tradition qui assurait la prépondérance masculine (Le Cour Grandmaison, 1979)².

1. L'impossibilité de subvenir aux besoins de la famille est devenue l'une des causes les plus fréquentes de divorce évoquées par les femmes.

2. A partir de leurs puissances économiques, certains groupes de *market woman*, bien connues dans la littérature anglophone, ont acquis un pouvoir social et politique indéniable, parvenant même à faire reculer certains pouvoirs autoritaires en Afrique de l'Ouest, lorsque leurs intérêts se trouvèrent remis en cause.

Ces réussites remarquables, qui montrent la capacité de formes familiales africaines originelles à évoluer efficacement dans le cadre de l'économie marchande, ne doivent pas faire oublier que cette autonomie croissante s'accompagne souvent de grandes difficultés pour les femmes d'assurer, en ces temps de crise, la survie de leur famille (Locoh, 1988). Si la volonté d'indépendance féminine apparaît dominante, des situations économiques particulières entraînent une détérioration de leur condition. Ainsi, dans un contexte d'émigration masculine et de développement de périmètres irrigués en pays Toucouleur (moyenne vallée du Sénégal), M. Fiéloux (1985, 334) note une régression par rapport à la situation des femmes dans la société traditionnelle : « Plus exploitées qu'elles ne l'ont jamais été, elles sont devenues moins autonomes économiquement » ; mais là encore, malgré ce recul, l'auteur nous signale leurs initiatives personnelles dans la production (changement de techniques culturales, introduction de nouvelles variétés...).

Cette indépendance féminine ne concerne pas seulement les relations économiques mais s'affirme aussi dans la vie de la famille. L'instabilité matrimoniale et le développement de la mobilité masculine de travail accroissent la proportion de femmes qui sont, de fait ou de droit, chefs de ménage et investies des responsabilités familiales quotidiennes (de 10 à 30 % en Afrique de l'Ouest selon les populations). En définitive, cette autonomie a deux aspects, quelquefois concomitants ou successifs chez une même femme ; elle peut être imposée de l'extérieur, par l'affaiblissement général des liens familiaux, ou obtenue par la femme, dans le cadre de stratégies individuelles d'émancipation de ses anciennes contraintes. Quoi qu'il en soit, les femmes, comme le notent P. Antoine et J. Nanitelamio (*op. cit.*), s'affranchissent des rôles qui leur étaient imposés par la société traditionnelle pour réinterpréter leurs statuts coutumiers ou en acquérir de nouveaux dans les différentes sphères du travail, des rapports familiaux, des relations sexuelles... Elles se situent, de plus en plus, dans un cadre social élargi où certaines peuvent jouer « un rôle plus actif et plus visible ».

Transformation de la place de l'enfant dans la famille : le rôle de la scolarisation

D'une façon générale, la tradition africaine distinguait la parenté sociale de la parenté biologique et la socialisation des enfants, qui se faisait sous la responsabilité des anciens des lignages, pouvait être confiée à d'autres personnes que le père ou la mère, dans le cadre de

pratiques institutionnalisées (Goody, 1978). Avec l'autonomie des familles restreintes, l'importance des parents biologiques est réévaluée, mais cela ne contrarie par la circulation des enfants entre les ménages. Prenons l'exemple de la Côte-d'Ivoire : en 1978, 61 % des enfants de moins de quinze ans vivent avec leurs deux parents biologiques, 23 % avec l'un d'entre eux seulement (5 % dans une famille nucléaire, après le remariage d'un de leur parent, 18 % dans un ménage monoparental), 11 % des enfants résident avec une personne apparentée (oncle ou grand-parent le plus souvent) et 5 % sont accueillis par un chef de ménage qui n'appartient pas à leur parentèle. Pour résumer, sur six enfants, l'un vit avec un seul de ses parents biologiques, et un autre séparé totalement de ses géniteurs (Vimard, N'Cho, 1988). Mais le placement des enfants peut s'effectuer selon des formes nouvelles (mise en apprentissage, « tutelle éducative »...) ou d'après des réseaux de parenté réorientés : on note ainsi dans les milieux ruraux l'importance récente prise par les grands-parents dans l'éducation des jeunes alors que traditionnellement ceux-ci étaient davantage confiés à des collatéraux. Cependant, malgré cette pratique de délégation du rôle parental, il semble que ce soient davantage les mobilités matrimoniales et géographiques des parents qui conduisent à une diversification des formes d'insertion des enfants dans les noyaux familiaux (Vimard, Guillaume, 1991).

Cette diversité d'intégration des enfants dans leur ménage de résidence correspond plus globalement à une diversification de leur statut et de leur rôle dans la reproduction sociale. Les places assignées aux enfants ne se trouvent plus aujourd'hui uniquement définies par leur insertion dans la production agricole, mais elles dépendent également d'éléments extérieurs à celle-ci : la scolarisation et les secteurs modernes d'activités.

Le développement de la scolarisation, quelquefois engagé sous la colonisation, mis en œuvre par la plupart des Etats après l'indépendance, modifie l'équilibre ancien des relations entre parents et enfants. Les chefs de famille, qui disposent de moyens suffisants, développent des pratiques de scolarisation maximum de leurs descendants dans le cadre de stratégies d'insertion familiale dans les sphères d'activité modernes. Ces responsables considèrent la scolarisation comme un investissement, certes aléatoire et à long terme, mais qui peut apparaître pleinement justifié dans une période de revenu élevé, d'emplois urbains nombreux et de cohésion familiale encore forte. Cette scolarisation a un impact considérable : l'enfant durant toute sa scolarité, qui peut être très longue en Afrique subsaharienne, devient, de producteur qu'il

était, un consommateur. Et, plus tard, son activité tend à s'exercer indépendamment de celle de ses parents, et le plus souvent dans d'autres secteurs de production. Ainsi, se trouvent bouleversés les rapports quotidiens entre parents et enfants, l'attribution prédéfinie de ces enfants à une sphère d'activité et les flux de richesse intergénérationnels à l'avantage des aînés.

Vers de nouvelles attitudes en matière de reproduction démographique de la famille

Avec le développement de la scolarisation, l'enfant est placé sur une nouvelle trajectoire, et cela ne va pas sans induire de profonds changements quant à la place et à la signification de la reproduction biologique dans la reproduction sociale et de nouvelles attitudes en matière de fécondité. Le cadre idéologique traditionnel de la fécondité, favorable à une descendance nombreuse sous l'effet de différentes justifications (nécessité de main-d'œuvre agricole abondante, soutien des individus âgés, permanence des groupes sociaux...), se trouve alors remis en cause (Quesnel, Vimard, *op. cit.*).

De plus, comme le souligne M. Etienne (1979, 100), « l'appareil juridique qui légitime la seule famille nucléaire et encourage la conservation par les géniteurs de droits exclusifs sur leur progéniture » renforce les bouleversements des rapports entre les sexes et entre les lignages et contribue à altérer les systèmes de représentations de la reproduction biologique en vigueur dans les sociétés traditionnelles. Cette évolution demeure cependant encore limitée, car les nouvelles législations familiales, promulguées sur le modèle des codes de la famille européens dans certains pays africains dans les années soixante, restent inégalement suivies. Ainsi ces règles, qui devaient se substituer aux coutumes locales dans le domaine du mariage, des relations parents-enfants et de la transmission des biens, sont plus facilement adoptées dans le domaine de l'héritage, en ligne paternelle directe, que dans celui du mariage monogame, contrarié par la persistance de la polygamie, et plus fréquemment diffusées dans les groupes urbanisés et instruits que dans les communautés illettrées ou rurales.

Cependant, ce nouveau rôle de l'enfant et les attitudes qui en découlent ne sont pas définitivement fixés et demeurent susceptibles d'ajustement et de retour en arrière, selon la conjoncture économique et l'idée que se font les parents de la validité de la scolarisation comme investis-

sement, comme nous l'indiquent les signes de déscolarisation dans certains pays africains¹.

Aussi l'évolution de la fécondité en Afrique de l'Ouest est-elle affectée de diverses tendances, en relation avec le coût des enfants et les bénéfices, immédiats ou à terme, que les familles peuvent en attendre, comme avec les rôles assignés aux enfants dans les procès de reproduction et les objectifs des stratégies sociales des différentes populations.

Ces relations ne sont pas uniformes, comme on peut le vérifier lorsque l'on analyse des populations spécifiques et homogènes, car les idéaux de forte fécondité peuvent correspondre à des stratégies dirigées vers une simple reproduction de la société agricole (c'est le cas des métayers immigrés kabye sur le plateau de Dayes au Togo, comme des planteurs de Sassandra dans l'Ouest ivoirien) ou au contraire vers une extraversion dans les sphères urbaines et étatiques (il en est ainsi des Akye du Sud-Est ivoirien durant la période de croissance économique) et par conséquent à une orientation des enfants soit vers le travail agricole, soit vers la scolarisation. En effet, une population peut conserver des attitudes favorables à une haute fécondité tant qu'elle peut continuer de supporter les coûts de scolarisation des enfants qu'elle souhaite diriger vers les emplois urbains pour un bénéfice à long terme. Dans ce cas, une forte descendance est recherchée par le chef de famille, dans la mesure où « plus il a d'enfants, plus il a de chance que l'un réussisse ».

Mais la crise économique, qui a tendance à accroître le coût des enfants, en zone rurale comme en milieu urbain, provoque une pression à la baisse de la fécondité comme on a pu le constater chez les autochtones ewe de Dayes et commencer à le percevoir chez les Akye de Côte-d'Ivoire. La traduction de ces incitations à la baisse n'est cependant pas toujours effective et immédiate de par la faiblesse de l'offre de moyens contraceptifs modernes dans la plupart des pays africains et le moindre suivi des pratiques traditionnelles d'espacement des naissances².

En outre le maintien relatif d'une forte fécondité en période de crise et de bouleversement des coûts et bénéfices des enfants semble procéder de la différence de temporalité de ces deux instances : l'une, d'ordre économique, réagit fortement à des déséquilibres conjoncturels

1. Avec l'avancée des phénomènes de crise (baisse des revenus dans les agricultures de rente, crise des marchés du travail urbain...) et le développement de cultures commerciales non pérennes, qui nécessite une main-d'œuvre importante, une relative déscolarisation ou moindre scolarisation apparaît dans certaines régions ou certains groupes sociaux (Lange, 1984).

2. L'abandon relatif de l'abstinence *post partum* et de l'allaitement prolongé (qui agit par l'intermédiaire de l'aménorrhée *post partum*) raccourcit l'intervalle entre naissances, ce qui peut masquer l'émergence de comportements favorables à une baisse de la fécondité.

et peut être affectée d'ajustements rapides ; l'autre, de nature idéologique, suppose un temps beaucoup plus long pour une transformation radicale. Mais au-delà de cette explication, on se doit aussi de considérer la véritable nature de l'inertie de l'idéologie de la fécondité : s'agit-il véritablement d'un retard, d'un simple décalage dans le temps ou, plus profondément, de la soumission de cette idéologie à une logique d'une autre nature que celle de la société capitaliste. En définitive, les idéaux relatifs à la reproduction physique des sociétés ouest-africaines sont-ils déterminés, même avec retard, par les mêmes instances que dans les populations de l'Occident industrialisé ou le sont-ils par d'autres instances ?

En l'état actuel des analyses, l'on peut simplement proposer quelques comparaisons pour approfondir cette interrogation. Par exemple, la différence d'évolution en matière de natalité des Akyé de Côte-d'Ivoire et des Ewe et Ahlon du Togo, pourtant situés dans des contextes économiques et sociaux relativement proches (insertion dans un système d'économie de plantation en crise, environnement sanitaire très satisfaisant, forte scolarisation et mobilité matrimoniale élevée, extraversion des couches instruites vers les activités modernes...), apparaît remarquable. Chez les Akyé on assiste dans la décennie 1980 à une baisse faible et susceptible de réversibilité (Faussey-Domalaïn, Vimard, 1991). Par contre les Ewe et les Ahlon se caractérisent par une baisse très forte de la natalité, qui s'établit, dès la fin des années 1970, autour de 34 ‰ (contre 45 à 50 ‰ auparavant) et correspond à l'émergence de nouvelles attitudes de fécondité, essentiellement dans la partie féminine de la population (Quesnel, Vimard, *op. cit.*).

S'il est difficile d'avoir une certitude sur les causes profondes de cet écart, on peut simplement avancer l'hypothèse d'une prégnance supérieure du système de représentations favorable à une forte fécondité chez les femmes d'une société matrilineaire comme les Akyé que chez celles des communautés patrilineaires du sud-ouest Togo. Comme l'écrit C. H. Perrot (1987, 168), à propos justement des sociétés akan du sud-est de la Côte-d'Ivoire : « La survie du lignage repose donc sur la capacité de procréation des femmes. Celle-ci, qui semble avoir été utilisée à plein, est cependant biologiquement circonscrite dans d'étroites limites. A cet égard les lignages matrilineaires paraissent singulièrement vulnérables, comparativement aux patrilineaires... », dans la mesure où la descendance de ceux-ci dépend essentiellement de la capacité économique et sociale des responsables masculins à obtenir de nouvelles épouses, et non de contraintes biologiques féminines, comme en système matrilineaire. On comprend ainsi comment les femmes dans les ethnies

matrilinéaires adoptent et tendent à conserver des pratiques relatives à la reproduction démographique favorables à une très haute fécondité¹. Ainsi les Akyé ont-elles des durées moyennes d'allaitement et d'abstinence sexuelle après une naissance nettement moins longues que les femmes ewe et ahlon : éléments qui concourent à des naissances plus rapprochées et donc à accroître la fécondité du moment et la taille de la descendance finale.

Ces évolutions contrastées de la fécondité peuvent être appréhendées dans des régions d'économie de plantation comme dans des milieux ruraux centrés sur des cultures commerciales non pérennes ou bien encore dans des populations urbaines (Vimard *et al.*, 1991). En définitive, si l'introduction des populations d'Afrique subsaharienne dans la sphère de l'économie marchande transforme le rôle des enfants et le contenu des coûts et des bénéfices qui les caractérisent, l'idéal de forte fécondité n'en est pas profondément altéré (à l'exception de certains groupes urbanisés et très occidentalisés), même si ses justificatifs et ses pratiques en sont dans certains cas modifiés. Cependant, avec la crise économique et sociale qui s'amplifie, on aperçoit les ferments d'une remise en cause de cet idéal comme des comportements qui en découlent, et l'on peut penser que se trouvent réunis, mais dans certains groupes sociaux seulement, les éléments favorables à une baisse plus ou moins rapide de la fécondité (Guillaume, Vimard, 1991).

DIVERSITÉ ET INSTABILITÉ DES FORMES FAMILIALES

On a vu comment l'affaiblissement des lignages et l'émergence concomitante de la famille domestique comme unité autonome de vie sociale étaient porteurs, dans les différentes sociétés d'Afrique de l'Ouest, d'une redéfinition et d'une diversification des rôles et des statuts des individus dans les institutions familiales et sociales allant dans le

1. De cette conscience de la fragilité démographique des unités sociales en système matrilinéaire et de la volonté, des femmes notamment, de garantir leur reproduction physique émergent certaines stratégies susceptibles de surmonter les contraintes biologiques : il en est ainsi des pratiques matrimoniales exogamiques. C. H. Perrot (*op. cit.*) note que les hommes acquièrent des femmes captives dont la descendance ne pourra être revendiquée par leur lignage et restera dans la famille de leur père. J.-P. Chauveau (1987) nous signale également le comportement matrimonial exogamique très fréquent des femmes baoulé (jusqu'à 30 ou 40 % d'entre elles se marient hors de leur ethnie) qui leur permet une « baoulisation » systématique de leur descendance. Ceci n'étant, pour cet auteur, que l'une des facettes d'un ensemble de stratégies matrimoniales mais aussi migratoires et professionnelles qui permettent à ces femmes de jouer « un rôle essentiel dans l'élargissement du réseau identitaire de l'ethnie » et dans son expansion démographique remarquable.

sens d'une plus grande individualisation. Quelles sont les conséquences de ces changements sur la structure et la dynamique des différentes unités familiales (ménage, noyau familial...) ?

Une nucléarisation très inégale des ménages

Pendant longtemps la théorie fonctionnaliste de la famille, et le modèle d'évolution qu'elle contenait, a primé. Selon cette théorie, exprimée principalement par T. Parsons (1955) à partir de l'exemple de la société des Etats-Unis, le passage de la famille étendue traditionnelle à la famille nucléaire moderne découlait de l'industrialisation et de l'urbanisation qui distendaient les réseaux familiaux et segmentaient la famille en autant d'unités que de couples. Cette théorie considérait la famille nucléaire comme la forme la plus adéquate aux éléments constitutifs de la modernisation : monétarisation des rapports de production et des rapports sociaux, autonomie des agents économiques, mobilité sociale et spatiale des travailleurs... Depuis, de nombreuses études, ayant une perspective plus relativiste et plus historique, ont permis de nuancer (Goode, 1963) ou d'infirmer cette théorie (Rao, 1973). Pas plus que la famille étendue n'a été le modèle exclusif de la famille ancienne, le ménage nucléaire n'est la forme universelle et définitive de la famille moderne, et différents autres types familiaux ont émergé dans les pays industriels et développés (Shorter, 1977). Dans le même temps, différentes formes de famille étendue montraient leurs capacités d'adaptation et d'intégration à des sociétés en voie d'urbanisation et de modernisation, notamment en Afrique (Oke, 1986 ; Osmont, 1981).

Aujourd'hui, quelle est, en Afrique de l'Ouest, la structure de ce ménage qui acquiert son autonomie ? Se dirige-t-il vers une réelle nucléarisation et quels sont les phénomènes familiaux et sociaux qui déterminent son évolution ? Il est possible de cerner quelques éléments de réponse en considérant différentes populations togolaises et ivoiriennes¹. A partir d'une typologie, selon quatre modalités, on constate une grande dispersion de la fréquence des ménages nucléaires comme du poids du groupe de reproduction biologique (composé du père, de ses épouses et de ses enfants) dans l'ensemble de la famille (tableau 1). L'adéquation entre le ménage, considéré comme une unité de rési-

1. Le choix des groupes étudiés ici ne vise nullement à une représentativité des populations de chaque nation, mais simplement de différentes formes et degrés d'insertion à l'économie marchande et d'imprégnation par différents phénomènes de modernisation.

dence et de consommation, et la famille nucléaire, unité de reproduction démographique, est loin d'être générale. Seuls les Kabye adoptent en majorité ce type d'organisation familiale, également bien représenté chez les Ewe. Par contre, dans les milieux akan de Côte-d'Ivoire, ce phénomène de nucléarisation est peu affirmé et les ménages de structure atypique prédominent¹. On remarque cependant que le groupe de reproduction biologique a toujours, en moyenne, une part dominante dans les ménages ; prédominance très relative chez les Akan ruraux, mais par contre nettement affirmée dans les groupes ethniques du Togo, surtout chez les Kabye. Les populations étudiées apparaissent, à la lecture de ces différents indices, marquées très inégalement par le phénomène de nucléarisation.

TABLEAU 1. — *Structure de groupe domestique selon la population et le milieu de résidence*
(répartition pour 100 groupes domestiques)

	Région des Plateaux (Togo)				Pays Akan (Côte-d'Ivoire)		
	Ewe (autochtone)		Kabye (immigré)		Akyé	Baoulé	
	Rural (¹)	Urbain (²)	Rural (¹)	Urbain (²)		Rural (⁴)	Semi-urbain (⁴)
Individu seul	11	24	2	22	9	7	11
Famille monoparentale	12	42	2	51	6	4	7
Famille nucléaire	31		63		27	17	29
Autres structures	46	34	33	27	58	72	53
Poids du groupe de reproduction biologique en pourcentage (⁵)	0,84	0,85	0,92	0,90	0,64	0,70	0,54

(¹) Population du plateau de Dayes (enquête par sondage, 1978).

(²) Population des villes de Atakpame, Badou et Kpalimé (enquête par sondage, 1979).

(³) Population des villages de Memni et Montezo (recensement, 1985).

(⁴) Population de la sous-préfecture de Brobo (enquête par sondage, 1986).

(⁵) Indice exprimé par le rapport de l'effectif du groupe de reproduction biologique sur l'effectif total du ménage dans les unités de 2 personnes ou plus.

1. La modalité « autres structures » concerne aussi bien des noyaux familiaux d'effectif restreint (associant les grands-parents aux petits-enfants par exemple) que des groupes plus élargis (réunissant des ascendants et des parents éloignés à une unité nucléaire centrale).

Si l'on essaie de relier l'importance de la famille nucléaire à ce que l'on sait, d'une part, du degré d'intégration de chaque population aux structures de l'économie marchande et, d'autre part, de leur position quant à l'abandon des idéaux traditionnels en matière de reproduction démographique, les relations se révèlent peu claires. La liaison entre l'insertion dans les activités marchandes et une certaine nucléarisation des familles n'est que relative. Par contre, l'influence de la migration apparaît plus déterminante : les Kabye, population dont les chefs de ménage sont le plus souvent des migrants de la première génération, sont très concernés en milieu rural et urbain par la nucléarisation de leur famille. On peut noter également l'importance de l'urbanisation dans la croissance des unités composées d'une seule personne. En revanche son rôle dans l'évolution des structures familiales semble contradictoire : les familles kabye sont moins souvent nucléaires en milieu urbain, mais chez les Baoulé la situation est inverse. Cet impact de la migration et de l'urbanisation sur la morphologie des familles apparaît très complexe et des études ultérieures seront nécessaires pour une appréhension plus précise de l'ensemble de ces relations.

Dès 1972, R. Decloîtres avait montré qu'à Abidjan la tendance à la constitution de « groupements domestiques conjugaux » et à leur permanence, sous l'effet de modèles socioculturels modernes, dépendait de la nature du processus migratoire du moment. La nucléarisation était forte lorsque l'immigration était surtout un phénomène individuel et que l'arrivée de nouveaux parents se trouvait retardée, période correspondant à une urbanisation lente. Par contre, lorsque les migrations étaient le fait de familles déjà constituées et que l'installation en ville de nouveaux parents était rapide, l'urbanisation s'accélérait et l'auteur pouvait alors constater que « migration et urbanisation confèrent, semble-t-il, aux groupes domestiques urbains, une complexité et une taille bien supérieure à celle observée habituellement en milieu rural ». La diffusion du modèle de famille nucléaire semble également particulièrement liée au niveau de vie des sous-populations urbaines. Toujours à Abidjan, en 1978, la part des ménages nucléaires varie selon le type d'habitat : de 14 % dans l'« habitat de haut et moyen standing » à 44 % dans l'« habitat sommaire », tandis que celle de familles élargies passe de 19 % pour l'« habitat sommaire » à 71 % pour l'« habitat économique moderne ». Si « la famille nucléaire prédomine dans les couches sociales les plus dominées » (et elle représenterait ici davantage une solution imposée par la précarité qu'un choix effectif), ce sont les groupes les plus insérés dans les structures socio-économiques modernes qui perpétuent les pratiques de solidarités familiales et reconstituent des

familles élargies (Antoine, Herry, *op. cit.*, 310). Nous avons là encore une illustration de cette extrême pluralité de comportement des sous-populations sous le rapport de la nucléarisation.

Les forces déterminantes de la diversité

En dehors de la migration et de l'urbanisation, quelles peuvent être les causes de cette diversité de la structure des ménages ? Si nous affinons notre taxinomie initiale, qui distinguait quatre grands types de familles, on peut avoir une idée plus précise de cette pluralité en définissant les morphologies familiales selon, d'une part, le type du groupe de reproduction biologique (celui-ci peut être un couple, une cellule monoparentale comprenant un seul des parents avec ses enfants, ou une cellule nucléaire complète avec les deux parents et leurs descendants) et, d'autre part, le lien des personnes apparentées au chef de ménage ou à son conjoint. Chez les Akan nous n'enregistrons pas moins de 9 types représentant au moins 5 % des familles dans l'une des sous-populations étudiées. La famille nucléaire y est la plus représentée, mais sa fréquence va du simple au double selon la population (210 à 401 pour mille familles). Les types « nucléaire latéral » (qui associe des collatéraux au groupe de reproduction biologique) et « monoparental » se situent en deuxième position (tableau 2 en annexe). De même, si nous considérons, sur l'ensemble de la Côte-d'Ivoire (moins Abidjan), la structure des noyaux familiaux (unité de parenté ne pouvant comporter qu'une seule unité de reproduction biologique), on relève, dans chacune des sous-populations (définies par la zone de résidence et l'habitat), au moins 5 types représentatifs de plus de 5 % des noyaux. Le type nucléaire prédomine dans ce cas également : il représente de 30 à 38 % des noyaux selon la sous-population ; les noyaux de type « monoparental » et « nucléaire + apparenté » sont en position secondaire (tableau 3 en annexe).

En définitive, trois phénomènes semblent déterminer, à des titres divers et selon des intensités distinctes, la pluralité morphologique des familles dans les populations observées. Il s'agit tout d'abord de la nucléarisation des ménages, qui correspond à l'émergence d'un nouveau modèle familial où le groupe de résidence, qui est une unité de consommation, et aussi de production en milieu rural, est réduit au seul noyau de reproduction biologique. On note ensuite l'intégration des petits-enfants et l'accueil des collatéraux (dans certaines populations ces deux catégories peuvent représenter en moyenne jusqu'à 30 % des individus d'un ménage). Ceci marque bien la dimension extra-nucléaire du groupe

domestique¹ et l'activation ou la réactivation des réseaux d'assistance, et de dépendance, au sein des familles comme entre celles-ci, sur la base de principes de solidarités familiales dont l'origine s'enracine dans la société traditionnelle. Enfin, on relève le rôle de l'instabilité matrimoniale, avec l'éclatement de la cellule conjugale, à l'origine des ménages d'une seule personne et des familles monoparentales. Ces ruptures d'unions ont aussi pour effet une redistribution intense des enfants entre les ménages qui fournit l'occasion d'une adaptation des solidarités familiales antérieures pour palier la dissolution de la famille conjugale. Désagrégation et nouvelle solidarité apparaissent ainsi comme les deux moments successifs de la réaction des familles aux nouvelles contraintes qui s'exercent sur elles².

Ceci dessine une multiplicité de configurations familiales, de l'individu seul à la famille étendue, qui associe collatéraux et ascendants à une famille nucléaire, en passant par les familles monoparentales, « grands-parentales », etc. Ce polymorphisme ne semble pas procéder d'une articulation mécanique ou d'une association statique entre des comportements familiaux réglés par les normes de la tradition et de nouvelles relations interpersonnelles très individualisées sous l'effet de la modernité. Si, selon la population considérée, on peut relever une plus grande dépendance vis-à-vis des règles traditionnelles ou au contraire une intégration plus avancée à un modèle culturel « moderne » en provenance de l'Occident industrialisé, la pluralité familiale apparaît essentiellement comme le produit d'un double processus d'adaptation des coutumes et des pratiques modernes durant cette période d'insertion progressive, et plus ou moins rapide selon le milieu humain, des différentes sociétés lignagères dans une société civile nationale. Il s'agit tout d'abord de la transformation des rapports familiaux et sociaux traditionnels sous l'effet de la scolarisation croissante, de la diffusion de la culture occidentale et de la monétarisation de l'économie.

De manière symétrique, les règles familiales de la législation moderne

1. On trouve dans le tableau 4, en annexe, la composition moyenne des ménages dans les populations akan de Côte-d'Ivoire et dans les populations ewe et kabyle résidant en milieu rural au Togo.

2. Les réseaux d'assistance qui s'établissent ainsi, souvent en fonction de relations interpersonnelles plus individualisées qu'auparavant, ont d'autre part pour effet de relier le monde urbain au monde rural et de permettre aux familles de se situer dans le même temps dans ces deux mondes et de réaliser entre ceux-ci différents échanges (argent, vivrier...), sans oublier les individus eux-mêmes qui se déplacent, de façon temporaire ou définitive, d'un pôle à l'autre selon certains réseaux, familiaux notamment. Tout ceci constitue un ensemble de relations qui participent de ce que G. Hyden appelle l'« économie de l'affection » encore très vivante en Afrique ; son expression ne renvoyant pas aux émotions en soi mais à un jeu complexe « d'interaction entre des groupes définis structurellement par le sang, l'alliance, la communauté ou quelque autre affinité comme la religion » (1985, 107).

font l'objet d'une large interprétation en fonction des normes coutumières propres à chaque ethnie et des stratégies sociales et économiques qui peuvent être particulières à une population, une famille ou même un individu¹. Il se crée, de par cette double adaptation, une série de rapports sociaux et familiaux inédits entre les individus, mais cette production de conduites novatrices s'opère à partir des fondements traditionnels des sociétés. Et, en définitive, la différenciation des secteurs sociaux où s'opèrent le contrôle de la production et celui de la reproduction physique et sociale ne se réalise qu'au prix d'une multiplication des réseaux de relations sociales et d'une diversification des conduites familiales dans un espace à la fois plus large mais aussi plus fragmenté et plus hiérarchisé. Ceci participe d'une désagrégation plus générale de l'espace de vie traditionnel des populations. B. Antheaume *et al.* (1987) nous montrent ainsi la superposition de l'espace modulaire ancien, stable et autonome, par un espace réticulaire ; superposition productrice d'inégalités régionales, de dysfonctionnement et même de désagrégation des espaces modulaires initiaux. Ceci n'est pas sans conséquence au plan démographique, comme l'écrivent ces auteurs (p. 5) : « Les espaces continus puisaient l'essentiel de leur stabilité dans les lois démographiques des économies domestiques. Dès lors qu'elles sont traversées par des flux marchands ou la diffusion de techniques nouvelles, c'est l'essentiel de leurs comportements reproductifs qui sont altérés et qui évoluent. » De même, la différenciation des lieux de contrôle de la reproduction physique et des conduites familiales qui lui sont liées entraîne une transformation, différente selon les populations, de la dynamique démographique et de son rôle dans la reproduction sociale.

CONCLUSION

L'insertion des communautés rurales d'Afrique de l'Ouest dans le système d'économie marchande s'est traduite par l'émergence de nouveaux rapports sociaux au sein des familles comme entre celles-ci et par de nouvelles formes de structurations familiales. Au-delà de l'indépendance du groupe domestique et de sa nucléarisation relative, on assiste à une stratification instable et plus complexe des familles et à une autonomie croissante des individus ; deux phénomènes qui sont porteurs, à

1. En fait, dans les sociétés traditionnelles elles-mêmes, la taille et la composition des groupes familiaux pouvaient également, dans certains cas, dépendre davantage de rapports de force et de conjonctures particulières que des règles sociales.

terme, de nouveaux changements dans la sphère familiale dont ils constituent la dynamique propre.

En effet, de par leur insertion de plus en plus marquée dans l'économie marchande, les sociétés africaines ne fonctionnent plus sur le mode d'une reproduction simple avec une stratification des familles relativement faible propre à l'économie d'autosubsistance d'antan. La confrontation avec une extériorité nouvelle transforme le mode de production de communautés qui adoptent de nouvelles stratégies visant à une certaine accumulation du patrimoine foncier, de la force de travail et du savoir. Il s'ensuit une inégalité croissante entre les familles dans la sphère économique, au plan des moyens de production, et dans la sphère politique, au plan de l'intégration à l'Etat¹.

Cela se vérifie pour les populations rurales du plateau de Dayes : dans les ethnies autochtones (ewe et ahlon), selon l'ancienneté de leur insertion dans l'économie de plantation et l'intensité de l'intégration de leurs descendants scolarisés dans les activités urbaines, mais aussi chez les immigrés kabye où l'on peut discerner, dès les années 1970, une stratification et des stratégies sociales différentes selon la durée de leur installation sur le plateau et l'étendue de leur appropriation foncière (Quesnel, Vimard, *op. cit.*).

Ceci se constate également dans des populations davantage urbanisées, comme celle des Baoulé en Côte-d'Ivoire. Comme le montre M. Etienne (1987), la société baoulé a connu, à partir de la colonisation, une mobilité sociale sans précédent dans la société précoloniale, relativement homogène malgré les formes de stratification qui pouvaient y exister. Mais, au fur et à mesure que se sont élaborés des rapports de classe, cette mobilité a rencontré des barrières nouvelles et toujours plus rigides si bien qu'aujourd'hui, compte tenu de l'hétérogénéité croissante de la société moderne, cette mobilité est devenue beaucoup plus limitée que dans le passé proche. Dans le même sens, C. Vidal et M. Le Pape (1986), analysant la société abidjanaise, y discernent une élite de plus en plus restreinte et fermée sur elle-même et une base qui s'élargit. Si la structure sociale se maintient encore, au prix d'expulsion croissante de

1. D'une façon générale, le modèle de reproduction des communautés domestiques était égalitaire dans son principe originel mais il tendait cependant vers une certaine stratification politique, de par le jeu de contradictions internes entre lignages, la fusion de collectivités ayant des relations inégalitaires consécutives à leur installation successive en un même espace ou encore la domination, par la force, d'une communauté sur une autre (Meillassoux, 1975). De cette stratification politique procédait une disparité certaine au plan démographique et symbolique, mais cette inégalité, qui portait essentiellement sur des éléments différents de ceux par lesquels s'exprime la stratification actuelle, apparaissait moins forte et moins rigide que celle qui se cristallise aujourd'hui.

membres des couches supérieures vers les groupes les plus bas, elle est en passe de ne plus pouvoir se reproduire dans la mesure où les couches dominées, dont les conditions de vie sont chaque jour plus précaires, peuvent de moins en moins entretenir les jeunes de plus en plus nombreux. Ceux-ci se trouvent ainsi éliminés d'une pyramide sociale où les « conflits de génération » doivent, selon les auteurs, être considérés comme de véritables « rapports de classe ».

Quant à l'autonomie de l'individu lui-même, elle est contenue dans l'ensemble des transformations du système social. Le contrôle lignager sur la production agricole, la circulation des femmes, la socialisation des enfants s'est peu à peu dissous. L'homme est devenu un producteur indépendant ou un travailleur libre. Le lien conjugal, établi directement entre homme et femme, tend à exprimer une alliance de plus en plus consensuelle et fragile que chaque individu est libre de contracter et de rompre. La socialisation et la formation des enfants deviennent un enjeu mais aussi une charge pour les parents et sont l'objet de tractations sur les devoirs de chacun. Et on a pu noter la distance prise par le père, essentiellement sous l'effet de difficultés économiques, vis-à-vis de ses obligations financières dans l'éducation de ses descendants. Là encore on relève l'acquisition, par l'individu, d'un certain espace de liberté¹.

En définitive, l'entrée des sociétés africaines dans le système de l'économie marchande mondiale n'a pas conduit à un modèle unique de famille, la famille nucléaire, articulé sur des rapports sociaux durables et précisément codifiés entre le mari, son épouse et ses enfants. Bien au contraire, la parentèle se structure selon des formes familiales diverses et instables. La famille de cette seconde moitié du xx^e siècle est en Afrique de l'Ouest multiforme et fragile de par les nouvelles évaluations et interprétations des solidarités traditionnelles, sous l'effet de la privatisation des rapports sociaux, et aussi parce qu'au-delà de l'autonomie du groupe domestique et de la cellule nucléaire c'est l'indépendance de l'individu qui se dessine, mais en s'inscrivant dans des réseaux de relations multiformes et encore imprécises suscités par des conditions économiques et sociales externes plus contraignantes et surtout plus changeantes².

1. Cette fragilité des liens familiaux et cette liberté acquise par les producteurs sont susceptibles de remettre en cause la cohérence même de la famille comme unité de production agricole. Ainsi J.-Y. Marchal (*op. cit.*, 453) note que l'on assiste en pays mossi à l'« aboutissement d'un processus inéluctable de désagrégation des groupes familiaux d'exploitation..., chacun des corésidents cultivant pour son propre compte des parcelles éclatées témoins d'un ancien patrimoine familial ».

2. L'auteur remercie vivement MM. Y. A. Faure et G. Pontié pour les critiques et suggestions qu'ils ont bien voulu apporter à la lecture d'une première version de ce texte présentée au XIII^e Colloque de l'Association des Sociologues de Langue française consacré au « lien social » (Genève, 29 août - 2 septembre 1988).

ANNEXE

TABEAU 2. — *Fréquence des types de famille en milieu akan ivoirien selon la population* (pour 1 000 familles de chaque population)
(seuls les types de famille représentant au moins 5 % des familles dans l'une des populations considérées ont été cités ici)

Type de famille	Akyé	Baoulé rural	Baoulé semi-urbain
Nucléaire	401	308	210
Nucléaire latéral	143	174	179
Monoparental	147	136	93
Monoparental latéral	45	73	55
Groupe de collatéraux	49	53	63
Couple	41	70	41
Nucléaire étendu	42	34	63
Grand-parental	41	39	58
Grand-parental latéral	13	17	78

Le type « grand-parental » représente une famille dont le chef est de la génération des grands-parents, avec une famille composée de : a) *grands-parents + parents + petits-enfants* ou de b) *grands-parents + petits-enfants*. Le qualificatif « latéral » signifie la présence de collatéraux, celui d'« étendu » la présence de collatéraux et d'ascendants du chef de famille ou de son conjoint.

TABEAU 3. — *Distribution des types de noyaux familiaux selon la population en Côte-d'Ivoire*
(répartition pour 1 000 noyaux dans chaque population)

	Forêt		Savane		
	Urbain	Rural	Urbain	Rural	Ensemble
<i>Noyau familial</i>					
Chef de noyau + apparenté	44	33	38	40	39
Couple	76	98	86	82	86
Couple + apparenté	28	36	30	41	34
Monoparental	135	146	180	227	174
Monoparental + apparenté	36	26	42	36	34
Nucléaire	308	380	314	319	332
Nucléaire + apparenté	155	143	159	110	140
<i>Noyau non familial</i>					
Individu seul	136	114	105	128	121
Groupe d'individus non apparentés	82	24	46	17	40

TABLEAU 4. — Composition moyenne des ménages
(de deux personnes ou plus)

	Togo		Côte-d'Ivoire		
	Ewe rural	Kabye rural	Akye rural	Baoulé rural	Baoulé semi-urbain
Chef de ménage	1	1	1	1	1
Conjoint	0,8	1,3	0,8	0,7	0,8
Enfants	3,4	4,7	2,7	1,8	2,7
Petits-enfants			1,1	1,2	0,7
Ascendants	0,1	0,0	0,1	0,2	0,1
Collatéraux	0,6	0,4	0,9	1,5	0,9
Sans parenté	0,2	0,1	0,3	0,1	0,2
Effectif total	6,1	7,5	7,0	6,5	6,4

BIBLIOGRAPHIE

- Antheaume B., Delaunay D., Portalis M. (1987), L'abeille et l'araignée. De l'autonomie territoriale à l'interdépendance réticulaire, in *Espaces et Territoires*, Département H, *Bulletin de Liaison*, n° 7, ORSTOM, 3-6.
- Antoine P., Herry C. (1983), Urbanisation et dimension du ménage : le cas d'Abidjan, *Cah. ORSTOM*, sér. « Sc. hum. », vol. XIX, n° 3, 295-310.
- Antoine P., Nanitelamio J. (1990), Nouveaux statuts féminins et urbanisation en Afrique, *Genus*, vol. XLVI, n° 3-4, 1990, 17-30.
- Augé M. (1971), Traite précoloniale, politique matrimoniale et stratégie sociale dans les sociétés lagunaires de basse Côte-d'Ivoire, *Cah. ORSTOM*, sér. « Sc. hum. », vol. VIII, n° 2, 143-152.
- Boserup E. (1983), *La femme face au développement économique*, Paris, PUF.
- Boutillier J.-L., Quesnel A., Vaugelade J. (1977), Systèmes socio-économiques mossi et migrations, *Cah. ORSTOM*, sér. « Sc. hum. », vol. XIV, n° 4, 361-381.
- Capron J., Kohler J.-M. (1975), *Migrations de travail et pratique matrimoniale*, Ouagadougou, ORSTOM, multigr.
- Chauveau J.-P., Richard J. (1983), Bodiba en Côte-d'Ivoire, du terroir à l'Etat : petite production paysanne et salariat agricole dans un village gban, *Atlas des structures agraires au sud du Sahara*, Paris, ORSTOM.
- Chauveau J.-P. (1987), La part baule, effectif de population et domination ethnique : une perspective historique, *Cahier d'Etudes africaines*, 105-106, XXVII, 1-2, 123-165.

- Cordonnier R. (1987), *Femmes africaines et commerce. Les revendeuses de tissu de la ville de Lomé (Togo)*, Paris, L'Harmattan, coll. « Villes et entreprises ».
- Decloîtres R. (1972), Evolution des structures familiales et migrations à Abidjan, in *La croissance urbaine en Afrique noire et à Madagascar*, Paris, Editions du CNRS, t. 1, 525-534.
- Direction de la Statistique (1984), *Enquête ivoirienne sur la fécondité 1980-1981*, Rapport principal, vol. 1 : *Analyse des principaux résultats*, Abidjan, ministère de l'Economie et des Finances.
- Dozon J.-P. (1985), *La société bété*, Côte-d'Ivoire, Paris, ORSTOM-Karthala.
- Etienne M. (1979), Maternité sociale, rapports d'adoption et pouvoir des femmes chez les Baoulé (Côte-d'Ivoire), *L'Homme*, XIX, 3-4, 63-107.
- Etienne M. (1987), Rapports de sexe et de classe et mobilité socio-économique chez les Baoulé (Côte-d'Ivoire), *Anthropologie et Sociétés*, vol. 11, n° 1, 71-93.
- Faussey-Domalaïn C., Vimard P. (1991), Agriculture de rente et démographie dans le Sud-Est ivoirien. Une économie villageoise assistée en milieu forestier péri-urbain, *Revue Tiers Monde*, t. XXXII, n° 125, janvier-mars 1991, 93-114.
- Fieloux M. (1985), Développement, émigration masculine et travail féminin, le cas des femmes toucouleur de la région du Demga (moyenne vallée du Sénégal), in *Femmes et politiques alimentaires*, coll. « Colloques et séminaires », Paris, ORSTOM, 328-345.
- Gastellu J.-M. (1987), Présentation (du cahier de sciences humaines : « Systèmes de production agricole en Afrique tropicale »), *Cah. ORSTOM*, sér. « Sc. hum. », 23 (3-4), 343-351.
- Goode W. J. (1963), *World revolution and family patterns*, New York, Free Press.
- Guillaume A., Vimard P. (1991), Régulation familiale : traditions, transitions et différences socio-économiques à Sassandra (sud-ouest de la Côte-d'Ivoire), communication au Séminaire international ENSEA-ORSTOM *Croissance démographique et stratégie de développement en Afrique*, Abidjan, 26-28 novembre 1991.
- Goody E. (1978), Some theoretical and empirical aspects of parenthood in West Africa, in *Mariage, fécondité et rôle des parents en Afrique de l'Ouest*, Canberra, Université nationale australienne, 227-272.
- Hyden G. (1985), La crise africaine et la paysannerie non capturée, *Politique africaine*, 18, juin 1985, 93-113 (traduit par J. Copans).
- Lacombe B. (1987), Les unions informelles en Afrique au sud du Sahara : l'exemple du deuxième bureau congolais, *Genus*, vol. XLIII, n° 1-2, 151-164.
- Lange M.-F. (1984), *Contribution à l'étude du système scolaire togolais*, Lomé, ORSTOM, multigr.
- Le Cour Grändmaison C. (1979), Contrat économique entre époux dans l'Ouest africain, *L'Homme*, XIX (3-4), 159-170.

- Le Pape M., Vidal C. (1987), L'école à tout prix, stratégies éducatives dans la petite bourgeoisie d'Abidjan, *Actes de la Recherche en Sciences sociales*, n° 70 : *Pouvoirs d'école 2*, Paris, Ed. de Minuit, 64-73.
- Lésourd M. (1987), La forêt, la machette et le billet de banque, *Cah. ORSTOM*, sér. « Sc. hum. », 24 (1), 73-97.
- Lévi-Strauss C. (1968), *Les structures élémentaires de la parenté*, Paris, La Haye, Mouton.
- Locoh T. (1988), L'évolution de la famille en Afrique, in *Etat de la démographie africaine*, Liège, UIESP.
- Locoh T. (1991), Structures familiales d'accueil des migrants et développement des structures familiales multipolaires en Afrique, in *Migration, changements sociaux et développement*, A. Quesnel et P. Vimard (eds), coll. « Colloques et Séminaires », Paris, ORSTOM, 279-295.
- Marchal J.-Y. (1987), En Afrique des savanes, le fractionnement des unités d'exploitation rurales ou le chacun pour soi, *Cah. ORSTOM*, sér. « Sc. hum. », 23 (3-4), 445-454.
- Meillassoux C. (1964), *Anthropologie économique des Gouro de Côte-d'Ivoire. De l'économie de subsistance à l'agriculture commerciale*, Paris, La Haye, Mouton.
- Meillassoux C. (1975), *Femmes, greniers et capitaux*, Paris, Maspero.
- Oke E. A. (1986), Kinship interaction in Nigeria in relation to societal modernization : a pragmatic approach, *Journal of Comparative Family Studies*, Special issue « Kinship and development », vol. XVII, n° 2, 185-196.
- Osmont A. (1981), Stratégies familiales, stratégies résidentielles en milieu urbain, *Cahier d'Etudes africaines*, XXI, 175-195.
- Parsons T. (1955), The kinship system of the contemporary United States, in F. Bourricaud (ed.), *Eléments pour une sociologie de l'action*, Paris, Plon.
- Paulme D. (1952), La femme africaine au travail, in *Le travail en Afrique noire*, Paris, Seuil, « Présence africaine », 121.
- Perrot C. H. (1987), La sensibilité des sociétés akan du sud-est de la Côte-d'Ivoire aux fluctuations démographiques, *Cahiers d'Etudes africaines*, 105-106, XXVII, 1-2, 167-175.
- Quesnel A., Vimard P. (1988), *Dynamique de population en économie de plantation, le plateau de Dayes (sud-ouest Togo)*, Paris, ORSTOM, coll. « Etudes et thèses ».
- Rao L. J. (1973), Industrialization and the family : a world view, *International Journal of Sociology of the Family*, vol. 3, n° 2, 179-189.
- SEDES (1986-1987), *Région du Sud-Est. Etude socio-économique : sociologie*, Abidjan, Paris, ministère du Plan, SEDES.
- Shorter E. (1977), *Naissance de la famille moderne*, Paris, Seuil.
- Vidal C., Le Pape M. (1986), *Pratiques de crise et conditions sociales à Abidjan (1979-1985)*, Abidjan, ORSTOM-CNRS.
- Vimard P. N'Cho S. (1988), Les noyaux familiaux en Côte-d'Ivoire, structures et probabilités de transition, in *Congrès africain de Population*, Dakar, UIESP, Liège, vol. 2, 1988, 5, 2, 59-75.

- Vimard P., Guillaume A. (1991), Mobilités familiales et spatiales des enfants en Côte-d'Ivoire, in *Migration, changements sociaux et développement*, A. Quesnel et P. Vimard (eds), Paris, ORSTOM, coll. « Colloques et séminaires », 243-260.
- Vimard P., Guillaume A., Quesnel A. (1991), Modifications des coûts et bénéfices des enfants supportés par les parents : différenciation socio-économique et son impact sur la fécondité, communication au séminaire sur *La transition de la fécondité en Afrique au sud du Sahara*, organisé par la Commission de l'UIESP pour l'« Analyse comparée de la fécondité », Harare, Zimbabwe, 19-22 novembre 1991.